



Le projet « indicateurs de genre contre l'exclusion sociale », auquel la Mission régionale d'information sur l'exclusion (Mrie) a été associée entre 2003 et 2005, en partenariat avec l'Espagne, l'Italie, la Hongrie, la Suède et la Belgique, visait à engager une recherche-action sur les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes en matière de discriminations et d'exclusion, et devant déboucher sur des propositions d'indicateurs de genre. Fatima El Missaoui, chargée de mission à la Mrie, nous explique plus en détail ce projet.

L'**EXCLUSION** sociale est un processus conditionné par le genre : il affecte les hommes et les femmes de manières différentes. En effet, les études statistiques et qualitatives pointent la vulnérabilité persistante des femmes dans la société moderne. Et, malgré des progrès notables, la société, par son organisation et ses représentations, continue de faire peser sur les femmes des contraintes qui entravent leurs choix et leurs opportunités. **La fragilité d'un grand nombre de femmes est mal appréhendée par les données officielles** : les statistiques du chômage excluent de leurs champs toute une partie de l'inactivité, et la pauvreté est souvent appréhendée au niveau du ménage et pas de l'individu. Or, la prise en compte trop limitée de la situation particulière des femmes est certainement un obstacle majeur à l'efficacité des politiques de lutte contre l'exclusion. En ce sens, une réforme des indicateurs utilisés apparaît nécessaire.

ENQUÊTE ET ANALYSE PAR GROUPES CIBLES FEMMES

Ce fut l'objet d'un projet initié entre 2003 et 2005 au niveau européen, auquel la Mrie a participé. Après un repérage des principaux facteurs d'exclusion spécifiques aux femmes à partir de recherches documentaires et d'échanges au sein du comité de suivi régional¹, des interviews de groupes de paroles de femmes ont été réalisées. **Ces groupes de femmes ont été repérés en fonction de critères retenus au niveau européen** : origine étrangère, famille monoparentale, faible qualification.

Cette approche permet de mieux faire s'exprimer et se confronter les points de vue et représentations par des échanges. La plus-value de cette démarche réside dans l'auto-validation collective par le groupe. Quatre associations ou services nous ont apporté leur concours, et vingt-huit femmes d'âge et de nationalité diverses ont été rencontrées à deux reprises.

REVENUS FÉMININS, TRAVAIL, VIOLENCES : LES FAIBLESSES DES INDICATEURS TRADITIONNELS

Le mode de traitement de l'enquête a exclu le traitement statistique, biographique et linguistique du discours.

Nous avons cherché à **dégager les thématiques significatives, partagées et validées** par la convergence des propos des groupes, et à souligner les divergences ayant suscité le débat interne dans les groupes.

Trois grandes questions ont structuré nos entretiens : **les difficultés ou ruptures rencontrées** (en termes de revenu, travail, logement, vie de famille, etc.), **les ressources pour faire face à ces difficultés, et le regard porté par ces femmes sur leur existence** et leur identité de femme. Nous avons ensuite confronté les indicateurs du Plan national d'action pour l'inclusion sociale (Pnai) aux thématiques issues des entretiens avec les groupes. Or, les Pnai ne sont pas organisés autour de groupes cibles, sauf en ce qui concerne les publics prioritaires des politiques d'emploi et ne se déclinent pas autour de catégories particulières, mais plutôt selon de grands schémas d'intervention. Il ne fut donc pas aisé de retrouver dans les indicateurs proposés des mesures spécifiques aux trois catégories de femmes rencontrées.

Les manques probants en matière d'indicateurs de pauvreté et d'exclusion des femmes concernent les niveaux de salaire et les écarts avec les salaires masculins, le travail précaire et le temps partiel, les empêchements liés à la présence de jeunes enfants, ainsi que les phénomènes de violence intra-familiale, dans la sphère professionnelle et/ou publique.

Autour de six thématiques principales issues de l'expression des femmes, il a été proposé que soient enrichis certains indicateurs du Pnai, par exemple en matière d'emploi avec la prise en compte des horaires atypiques, ou encore sur les questions liées à la gestion du budget familial. L'étude a été présentée, lors d'une journée régionale Uraciff - Mrie, aux groupes interviewés, mais également à d'autres groupes de femmes et acteurs institutionnels et associatifs non impliqués directement dans le projet. Ce fut l'occasion de développer certaines questions saillantes pour les participantes : le vieillissement des femmes, notamment en situation de veuvage, et le statut personnel des femmes mariées à l'étranger, résidant légalement en France, au regard du droit français.

Les différentes études devaient être présentées aux partenaires et confrontées entre elles afin d'en dégager des indicateurs de genre communs au niveau européen. La Mrie n'ayant pas participé à cette seconde phase, son projet a pris fin en 2005. ■

Fatima EL MISSAOUI

1. DRDFE, Drass, Uraciff, Fonda, Insee, Caf de Lyon, Conseil général de la Loire, A. Houël (sociologue au Centre Louise-Labé) et É. Maurel, chercheuse au PACTE CERAT.